

■ INITIATIVE «ENTREPRISES RESPONSABLES»

Rétablir la réalité des faits

La votation sur l'Initiative «entreprises responsables» est hautement émotionnelle. Le discours est souvent simplifié à l'extrême, comme si la question était résumée à un choix «pour ou contre les droits humains». Pourtant, la réalité est plus complexe que cela.

- Isabelle Chevalley, vous connaissez bien les problématiques soulevées par l'Initiative, dont le travail des enfants. Quels enseignements tirez-vous de votre expérience?

- Je parcours l'Afrique depuis plus de vingt ans. Je développe des projets dans la protection de la faune sauvage, dans le recyclage des déchets et dans le soutien aux paysans. Cela m'a amené à faire de nombreuses visites sur le terrain. Chaque pays vit des réalités différentes. Cela impose de tenir un discours nuancé et de rechercher des solutions différenciées. La meilleure manière d'agir contre le travail des enfants, par exemple, est de comprendre les problématiques locales, qui peuvent être très différentes à l'intérieur d'un même pays. Dans certains cas, il n'y a pas d'école à proximité, dans d'autres il n'y a pas d'enseignant, ou encore les enfants ne disposent pas d'un certificat de naissance et l'Etat leur interdit d'aller à l'école.

- L'Initiative serait-elle contre-productive?

- Prenons le cas des mines d'or au Burkina Faso. Disons-le clairement, il n'y a pas de travail des enfants dans les mines d'or industrielles du Burkina Faso, car elles sont exploitées avec des machines. Par contre, il y a des centaines de mines artisanales à travers le pays, et c'est dans ces mines que travaillent des enfants. Mais l'or produit par ces mines n'est pas acheté par des multinationales suisses: il est exporté vers le Togo et part à Dubaï. Le pays est vaste et il est difficile pour les autorités de faire la police dans ces mines. Ce n'est pas en pénalisant les entreprises suisses et en les poussant à quitter les pays les plus pauvres que la situation va s'améliorer. Des projets de collaboration en Amérique du Sud, réalisés par des entreprises, montrent qu'il est possible de lutter contre le travail des enfants dans les mines artisanales, de diminuer fortement la pollution tout en améliorant le revenu des populations locales. Il est nécessaire de privilégier des solutions ciblées



Isabelle Chevalley, Conseillère nationale (Vert'libéraux).

en fonction de la problématique du pays. Il n'appartient pas à la Suisse de venir faire la leçon aux plus pauvres.

- Pourquoi cette Initiative est-elle une mauvaise idée, malgré ses buts louables?

- Cette Initiative est trompeuse, car elle pointe du doigt des problèmes existants, mais y apporte de mauvaises réponses. Si l'on pouvait résoudre ces problématiques par une votation en Suisse, je serais la première à m'engager pour cette Initiative. L'Initiative lance des accusations sans nuance contre des entreprises suisses, qui ne méritent pas d'être ainsi clouées au pilori. Et en tenant les entreprises responsables de tous les maux, on se trompe de cible: les causes ne sont pas si simples et les solutions encore moins. C'est très populiste et facile de mettre la faute sur les entreprises. Or,

celles-ci créent des millions d'emplois en Afrique, car elles permettent par exemple aux paysans indépendants d'avoir au final un débouché pour leurs récoltes. Rappelons que l'un des plus grands maux de ce continent est le chômage.

- Quelle alternative à l'Initiative peut-on soutenir?

- Le Parlement a choisi la voie de la raison. Il a édicté un contreprojet qui entrera en vigueur dès que le peuple aura refusé l'Initiative. Ce contreprojet respecte, lui, la souveraineté des pays concernés. Il permet de renforcer avec succès la lutte contre le travail des enfants. Il s'attaque aussi à la problématique des minerais issus de zones de conflit. Il permettra à la Suisse de rejoindre les standards internationaux les plus exigeants. ■